

« Le gouvernement souffle le chaud et le froid en ce qui concerne notre pouvoir d'achat. Nos pensions étaient bloquées depuis 4 ans. En août il annonçait la fin du gel des pensions des régimes de base, et une augmentation de 0.8% au 1<sup>er</sup> octobre 2017, cette augmentation correspond à la hausse des prix des 12 derniers mois : respect strict de la loi d'indexation sur les prix, une loi érodant systématiquement notre pouvoir d'achat au fil des ans.

Même si la loi est insuffisante, nous demandons que le rendez-vous du 1<sup>er</sup> octobre soit respecté ! Nous ne sommes pas dupes.

Par cette mesure le 1er ministre essaye de désamorcer le très fort mécontentement des retraités, de faire croire que la mobilisation d'aujourd'hui est inutile et de neutraliser notre mouvement !

Le gouvernement souffle le chaud et le froid !

Son attitude est contradictoire, voire incohérente, car la semaine dernière il annonçait, cette fois, un nouveau blocage des pensions ! Pas d'augmentation en 2018, quel que soit le taux de l'inflation, qui repart pourtant à la hausse.

Notre mouvement d'aujourd'hui est particulièrement en prise avec l'actualité. Il nous permet de rappeler notre exigence du respect de la revalorisation annuelle de nos pensions, prévue par la loi. Revalorisation que nous demandons au 1er janvier de l'année.

Nous demandons aussi un rattrapage des pertes subies antérieurement, qu'il n'y ait plus de pensions inférieures au SMIC, une revalorisation annuelle prenant en compte l'évolution des salaires !

Sur ces sujets le 1er ministre est muet !

Le 1er ministre reste muet aussi sur la CSG !

Il maintient la hausse de 1.7% au 1er janvier prochain, pour les pensions égales ou supérieures à 1200<sup>€</sup>, entraînant une perte annuelle de plusieurs centaines d'€. Une hausse de 1.7% sans compensation aucune ! Une hausse concernant 10 millions d'entre nous !

Nous ne sommes pas dupes.

+ 0.8%, c'est, incontestablement, « un petit plus » pour les retraités exonérés de CSG, mais pour les autres, la ponction de 1.7%, au 1<sup>er</sup> janvier serait plus importante que la petite hausse d'octobre, ce qui provoquerait une nouvelle baisse de pouvoir d'achat pour 60% d'entre nous. Cette baisse venant s'ajouter aux nombreuses mesures fiscales négatives pour les retraités (CASA, 1/2 part ...), qu'il est inutile de rappeler ici. Le projet de gel pour 2018 dont nous demandons l'abandon, accentuerait encore les pertes pour tous !

Le 1er ministre est muet, aussi, sur la réduction du montant des APL, réduction concernant, en particulier, les retraités locataires.

Le gouvernement, n'hésite pas à s'attaquer aux plus modestes !

Le 1er ministre est toujours muet, en ce qui concerne la suppression programmée des emplois aidés, emplois aidés dont les personnels assurent des missions (dans les EHPAD par exemple). Qui assurerait ces missions, actuellement abandonnées par les Services Publics ? Que deviendraient les personnels ? Ils sont actuellement 250 000 !

Le gouvernement ne dit rien et s'attaque, encore une fois, aux plus modestes !

Et pendant ce temps les personnes vraiment riches vont bénéficier de la baisse de l'ISF, de la baisse de l'impôt sur les sociétés, de la baisse de l'impôt sur les revenus du capital ...!

Le mouvement d'aujourd'hui nous permet aussi de manifester pour l'avancée de nos autres revendications. Notamment :

- la couverture à 100% de l'assurance maladie, qui mettrait fin aux restes à payer et aux dépassements d'honoraires.
- la prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécu,
- le développement des services publics. Le gouvernement veut supprimer 120 000 postes de fonctionnaires. Nous manifesterons contre ce projet le 10 octobre...
- le maintien des retraites par répartitions actuelles, à prestation définie,

• nous sommes aussi pour « le vivre ensemble » et condamnons le faux clivage jeunes/retraités, développé par le pouvoir, au plus haut niveau, à propos de l'augmentation de la CSG et de la « solidarité avec les jeunes générations ».

Nous pensons que les retraités n'ont de leçon à recevoir de personne sur cette question !

Nous rappellerons aussi la demande du « groupe des 9 » d'être reçus par le nouveau Président pour débattre, notamment, de la « reconnaissance de la place des retraités dans la société ».

Nous attendons toujours son accord

Nous sommes dans une période extrêmement difficile,

• où le gouvernement prend au plus grand nombre pour donner aux plus riches, alors que nous réclavons tout le contraire une autre répartition des richesses au profit du plus grand nombre !

• où le président élu, prétend remettre en cause l'état social et tous les acquis du CNR, obtenus après la Libération !

Ce mois de septembre a vu une montée des luttes

• d'abord contre les ordonnances mettant en pièces le Code du Travail

2 manifestations organisées par des syndicats.

1 manifestation organisée par un parti politique.

• actuellement ce sont des blocages organisés par les transporteurs routiers,

• une action chez les fonctionnaires, le 10 octobre, à l'appel de tous les syndicats,

• ce sont les retraités aujourd'hui qui sont dans la rue...

Je terminerai par ces mots : pour l'emporter, une mobilisation, à la hauteur des enjeux est nécessaire. Une mobilisation unitaire regroupant salariés, actifs et retraités, jeunes, privés d'emplois ».